

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE DU SUD - KIVU
Conférence Provinciale
sur la Reconstruction

Rapport Final de la Conférence
Provinciale sur la Reconstruction
tenue à Bukavu (Lycée Wima)
du 4 au 9 Janvier 1998.-

Bukavu, le 9 Janvier 1998.-

PREAMBULE

Excellence Monsieur le Gouverneur de Province du Sud-Kivu, Messieurs les Membres du Conseil Provincial de Sécurité,
Distingués Invités,
Chers Collègues conférenciers,

Au seuil de ce rapport, permettez-nous de commencer par vous dire que là où Monsieur le Coordonnateur de cette Conférence vient de proclamer .« Mission accomplie nous autres, équipe de rapporteurs, nous sommes acculés à soupirer: "Oleum perdidimus" (Nous avons [perdu] notre huile)!

Oui, Excellence Monsieur le Gouverneur, en vain nous nous sommes évertués à vouloir réaliser les menu exploit de servir ne fût ce qu'à nos augustes invités le texte du rapport que nous allons vous présenter; des interruptions dans la fourniture du courant électrique et des problèmes de surmenage ne nous ont pas permis de nous acquitter de ce geste de courtoisie et nous nous sommes gardés ainsi de devoir déposer entre vos mains nos moutures, nos gribouilles. Nous nous livrerons donc à une espèce de fâcheux monologue.

Du Dimanche 4 au Vendredi 9 Janvier 1998, se sont tenues à Bukavu, spécialement dans le cadre splendide du Lycée Wima, les assises de la Conférence Provinciale sur la Reconstruction du Sud-Kivu.

. Dans la matinée du dimanche 4 Janvier 1998, deux discours inauguraux ont ponctué la cérémonie d'ouverture: celui de Monsieur Paulin BAPOLISI Bahuga Polepole, Coordonnateur de ladite Conférence et ipso facto Président des assises; ensuite celui de Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province du Sud-Kivu, le Professeur Jean-Charles MAGABE Mwene N'na KH-IUMBA.

Dans leurs propos, les deux orateurs s'étaient préoccupés de fixer les esprits sur la philosophie et la conception de la Conférence Provinciale pour laquelle ils souhaitent voir se produire des résultats concrets, réalistes et réalisables dans le difficile mais prometteur contexte de renouveau et de développement.

Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province a spécialement tracé le canevas global des résultats à produire de manière à aider l'autorité et les populations à mieux programmer les actions pour le développement global du Sud-Kivu. Pour l'autorité Provinciale, il fallait attendre de ces assises:

1. l'inventaire des besoins et des potentialités de chaque entité de base ;
2. le répertoire des activités à promouvoir, à développer ou à réorienter ;
3. l'ordonnancement des priorités.

Pour sa part, Monsieur le Coordonnateur de la Conférence Provinciale sur la Reconstruction a circonscrit les principaux objectifs auxquels il fallait arriver au terme de ces assises. En effet, selon lui, au terme de la présente Conférence Provinciale sur la Reconstruction, nous tous comme un seul homme, devons être capables :

1. d'établir un bilan Provincial exhaustif et hiérarchisé des problèmes sociaux, économiques, politiques et techniques de nos milieux respectifs. A ce niveau, il s'agira de dresser une liste de besoins actuels et même potentiels qui empêchent à la population d'accéder au mieux-être;
2. de déterminer de façon réaliste les activités à promouvoir ou à réorienter en vue d'atténuer ou d'éradiquer la misère de notre communauté provinciale ;
3. d'identifier pour les différentes activités les acteurs dynamiques à impliquer dans leur réalisation;
4. de désigner dans la transparence, parmi les participants les plus engagés, 25 délégués de la province qui prendront part aux travaux de la Conférence Nationale sur la Reconstruction.

Le Coordonnateur de la Conférence Provinciale sur la Reconstruction a aussi, à l'occasion, donné des recommandations sur les attitudes positives à développer tout au long des assises **pour leur réussite**; il n'a pas oublié de stigmatiser des attitudes négatives voire répréhensibles de nature à défavoriser la bonne marche des activités durant la Conférence.

Dans l'après-midi les participants ont consacré le temps à vérifier et à valider les mandats des uns et des autres, pour les délégués des trois communes, ceux des huit territoires, les superviseurs, les experts et les membres cooptés par la Province. 154 mandats ont été validés dans cette séance.

En considérant les autres mandats validés le lundi 5 Jan 1998, le nombre total des participants aux assises est de 166 personnes, dont :

Pour les communes et territoires

Commune de Bagira :7

Commune d'Ibanda : 8

Commune de Kadutu : 7

Territoire d'Idjwi : 7

Territoire de Fizi : 6

Territoire de Kabare : 7

Territoire de Kalehe : 7

Territoire de Mwenga : 8

Territoire de Shabunda : 7

Territoire de Walungu : 7

Territoire d'Uvira : 8

Parmi eux des observateurs, pour les entités ayant plus de 7 délégués.

- Pour les superviseurs des forums : 1 par commune et territoire, soit 11 participants.
- Pour les experts, personnes ressources et invités de la Province, 75. Il faut noter que parmi ceux-ci, il en est qui ont conduit et participé aux ateliers thématiques, organisés en même temps. Dans cette catégorie se retrouvent aussi les membres du Comité Organisateur.

Le calendrier retenu pour le déroulement des travaux se présente de la manière suivante:

Dimanche, 4 Janvier 1998

Matinée : cérémonies officielles d'ouverture.

Après-midi : Validation des mandats et constitution des carrefours thématiques.

Lundi, 5 Janvier 1998

Matinée : Synthèse et évaluation des rapports-synthèses de la veille.

Présentation des rapports-synthèses des forums des communes de BAGIRA, KADUTU et IBANDA.

Après-midi: Audition des rapports des territoires de KABARE, WALUNGU, SHABUNDA suivie des débats.

Mardi, 6 Janvier 1998

Matinée : Synthèse et évaluation des travaux de la veille.

Audition des rapports des territoires de MWENGA, FIZI et UVIRA suivie des débats.

Après-midi : Audition des rapports des territoires d'IDJWI et KALEHE suivie des débats.

Mercredi, 7 Janvier 1998

Matinée : Synthèse et évaluation des travaux clé la veille. Travaux en carrefours.

Après-midi : Plénière d'échange.

Préparation du projet de synthèse des travaux, des résolutions et des recommandations.

Jeudi, 8 Janvier 1998

Matinée : Synthèse et évaluation des travaux de la veille.

Présentation du projet des résolutions et des recommandations.

Choix des 25 délégués à la Conférence Nationale sur la Reconstruction.

Après-midi : Présentation du Rapport final.

Cérémonies de clôture.

I. DEROULEMENT DES TRAVAUX

Après toutes les cérémonies de mise en place et d'ouverture solennelle de la Conférence Provinciale sur la Reconstruction, les travaux proprement dit ont commencé lundi, 5 Janvier 1998 à 8 heures 15'. Le Président de la séance a alors invité les participants au recueillement pour plus de courage, de détermination et d'engagement dans les travaux de la journée.

Par la suite, il a invité le rapporteur à présenter la synthèse des travaux de la veille dont le rapport a été adopté moyennant quelques amendements.

Après, on est passé à la présentation des rapports des forums dans l'ordre ci-après: commune de Bagira, commune d'Ibanda et territoire de Kabare. La délégation de la commune de Kadutu, programmée pour cette journée n'était pas prête avec son rapport synthèse. C'est pourquoi les délégués du territoire de Kabare ont présenté leur rapport plus tôt que prévu.

Ces différents rapports ont été suivis des débats au cours desquels, les différentes délégations ont répondu aux questions pour donner des éclaircissements et les corrections éventuelles.

Parfois, il était question de n'encaisser que ces enrichissements et autres ajouts aux rapports.

Dans l'après-midi, les participants ont suivi les rapports synthèses des forums de WALUNGU et de SHABUNDA. Ces rapports ont été également suivis des débats d'enrichissements et d'éclaircissements. Il faut noter qu'avant la fin de la journée, les mandats de 3 derniers délégués venus d'Uvira ont été validés par les participants. Il s'agit de: M. MANGALA Kuyake, M. BUTUKU Buzirabone (en remplacement de LIGOGO) et M. LUFUNGULA Mutuza (observateur).

La matinée du mardi 6 janvier 1998 a commencé aussi avec l'observation de quelques minutes de recueillement. Puis, le Président de la séance a fait écouter la synthèse des travaux de la veille. Le rapport a été adopté moyennant quelques amendements. Dans la suite, on est passé à la présentation successive des rapports des forums des territoires de MMENGA, FL~7 et UVIRA. Un débat a suivi la présentation de ces différents rapports pour la compréhension et parfois le complément de ces derniers.

Dans l'après-midi les participants ont eu le droit de suivre les rapports pour les forums des territoires de 1DJWI, KALEHE et KADUTU. Ces rapports ont également été suivis par de riches débats, dans toute sérénité et respect mutuel.

Cette journée a consacré la fin de la présentation des synthèses des carrefours tenus dans les communes et territoires respectifs du Sud-Kivu. Ces rapports ont donné toute la substance nécessaire aux travaux de réflexion, d'analyse et de mise en commun dans des commissions pour un programme global de reconstruction de la Province du Sud-Kivu et du Pays.

Les travaux pour la matinée du mercredi, 7 Janvier 1998 ont débuté également par le recueillement «pour solliciter au Très Haut, plus d'efficacité de détermination dans la solidarité.», Ensuite, les participants ont suivi le rapport synthèse de la journée du 6 Janvier 1998 suivi des amendements. Le rapport a été adopté.

Avant de commencer les activités proprement dites de la journée, le Président de la séance a invité les trois personnalités suivantes à donner quelques communications ; il s'agit de Mgr. MITIMA de l'Archidiocèse de Bukavu, de Monsieur Steeve SMITH de l'USAID et de l'Ingénieur MULAJA de l'Office des Routes.

Après, le Président de la séance et - Coordonnateur de la Conférence a expliqué la méthode de travail à suivre avant d'inviter les participants à aller travailler en commissions.

Six (6) commissions ont été constituées autour des thèmes

1. commission de la reconstruction et société
2. commission de la reconstruction de la démocratie et paix
3. commission de la reconstruction de l'économie
4. commission de la reconstruction culturelle
5. commission de la reconstruction du cadre de vie
6. commission de la reconstruction de la coopération internationale.

Ci-après, la constitution et l'organisation des différentes commissions qui ont permis de produire la substance du présent rapport.

1ère COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION ET SOCIETE: [30]

L'école, la Santé, la Famille, le Rôle de la femme, ... la Jeunesse et la Reconstruction Nationale)

I Bureau (4)

1. Président : Dr. Ernest MUNDY0 Munzenze
2. Vice-Président : Gustave LUNJWIRE
3. Rapporteur : François MAHESHE Mahi
4. Rapport adjoint : Mwa BACHU Bahati Nyenyezi

II. Membres (26)

5. Babunga ba Makurni
6. Léonard BAHMIRE Zihindula Konda
7. BUTOCHIMA Luta
8. CISSA wa Numbe
9. Eric KAJEMBA
10. Dr. KAKISINGI Mulimo (observateur)
11. Henriette KANYAMUKENGE
12. Mme Noëlla KALIMBA
13. Dr. KASAGO Bitihima
14. Venant MAHESHE Musole
15. MANGALA Kuyake
16. Alexis MASUMBUKO Mukala
17. Joseph MASUMBUKO Assani
18. Cézarine MBONEKUBE
19. Augustin MBURUNGE
20. Janvier M-UGALU Ngangu
21. Professeur A Ibert MULOMBO wa Mputu
22. Fernandez MURHOLA
23. MUSENGE Amani
24. Mme Régine MUTIJIMA Bazalake
25. NAMUNENE Mwa BASHIGE
26. Jean NSHAMAMBA
27. Firmin RUGAMBWA
28. Mme SAKINA Nondo
29. Mme Annette SHABURWA
30. UWASE Kibego

2^{ème} COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE ET DE LA PAIX:

[27] [Les migrations, les questions ethniques, la réconciliation, les communautés. Démocratie et Protection es droits de l'Homme. Les institutions (Justice, Partis Politiques, Société Civile, Structures locales). Nation. Développement. Armée.]

I. Bureau (4)

1. Président : Professeur Séverin MUGANGU
2. Vice-Président : AOCI Ebila Ula ya Lolonga
3. Rapporteur : Augustin BABUNGA
4. Rapporteur adjoint : Noëlla MWA VITA Rugenge

II. Membres (23)

5. Côme BAGUMA
6. Cyprien BAZIRUNGUKA
7. Clément BUHANDA
8. BUUMA Oliluhu
9. Me. Emmanuel CISHUGI (observateur)
10. Baudouin HAMIJLI Kabarhuza
11. KABATI Ngoneke
12. Dieudonné KAJABIKA Na'Nyengo
13. Sylvestre KAMBAZA Tabaro
14. Tharcisse KAYIRA
15. Marc KAZINDU
16. Commandant KIKUKAMA Shabani (A. N. C.)
17. LUFUNGULA Mutuza (observateur)
18. Rév. Pasteur MAGADJU
19. Josée MAMWENE
20. Stanislas MULIRI Lubago
21. Léon MUMATE Nyamatomwa
22. Georges MUSHAYUMA
23. MUSOLE Maharaza
24. MUTIKI Lutala
25. NAMWIRA Ntonde
26. Müller RUHIMBIKA
27. Inspecteur SAIDI Sadiki (P.N. C.)

3ème COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION DE L'ECONOMIE : [33]

La complexité et la diversité du domaine à embrasser, a amené cette commission à une structure spéciale pour les sous-thèmes ci-après : L'emploi. L'entreprise et le Développement. Le Transport et les communications. Ajustements structurels. Monnaie. Crédits. Echanges. Industrie. Technologies traditionnelles, adaptées, de pointe. Sécurité et autosuffisance alimentaires. Mines. Energie,..).

I. Bureau (7)

1. Président : Ingénieur WANDJO
2. 1er Vice-Président : Alexis PEZI Kuyowa
3. 2ème- Vice-Président : Ingénieur Joseph KYALANGILWA
4. 3ème Vice-Président : Ingénieur MUDWANGA
5. 1er Rapporteur : ASSUMANI
6. 2ème Rapporteur : Frank MAYUNDO
7. 3ème Rapporteur : Mme MUBEZA Nyange Yaya

II. Membres (26)

8. AMURI Lutala
9. Séraphin BAHARANYI Naciyimba
10. BIRALI Kwibuka
11. BUTUKU Bazire
12. Nestor CHIKUJU
13. Mme CHIRIBAGULA Mwayuma
14. ECINA wa Lulenda
15. Hippolyte FIKIRI Rushingwa
16. ILUNGA Miluwa
17. KABUMBA Kabwika
18. KASHALA Kabeya
19. Crispin KASHALE
20. KIDOGE Majagira
21. Mme Josée KUSINZA
22. Idée MAGADJU
23. Sylvain MAPATAN0 Mulume
24. MAPENDANO
25. Gilbert MASUAIBUKO Badashonderana
26. Ingénieur MAZAMBI Masula
27. MIRINDI Basimika
28. MUDAHAMA Badende
29. Ingénieur Léon MULAJA
30. MUSAFIRI Mushambaro
31. Jean NDAKALA Miseka
32. André RUKATA Mukengere wa Maroyi

4ème COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION CULTURELLE: [22]

(Phénomène culturel et développement. Place de la Coutume et du pouvoir coutumier dans la reconstruction. Phénomène religieux et autres mouvements philosophiques. Information. Presse. Communication, ...)

I. Bureau (4)

1. Président : Professeur Barnabé MUL YUMBA
2. Vice-Président : Abbé Michel CHENYANGE
3. Rapporteur : Alexis MURAY Mulume-Oderhwa
4. Rapporteur adjoint : Thomas BAFAKULERA Erino

II Membres (18)

5. BAZIRE Kushebana
6. Mwa BUSHENGWA Marine
7. Mme Aimée BYAMUNGU Kabika
8. KALUME Kavwe Katumbi
9. Mme Charlotte KARHEBWA
10. KELKA Polepole
11. KISALI Wilondja
12. Immaculée MAHESHE
13. Rév. Pasteur MAKIAMA
14. Constantin MUBALAMA Lukula
15. Mgr. François-Xavier MITIMA
16. Jean Bosco MUCHUKIWA
17. Jean Scohier MUHAMIRIZA
18. NANFRANKA Bavurhe.
19. Gervais RUBENGA Ntawenderundi
20. Pasteur SAM Shomari
21. Jackson SEBIKABO
22. Rév. Pasteur TOTORO Barhegine

5ème COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION DU CADRE DE LA VIE: [27]

(Village et développement rural. Développement urbain. Environnement. Tourisme...)

I. Bureau (4)

1. Président : Prof. Jean KANYONYO Ka Kajondo
2. Vice-Président : Emmanuel BISIMWA Mulashe
3. Rapporteur : Mme Venantie BISIMWA
4. Rapporteur adjoint / Désiré SHAMAVU

II. Membres (23)

5. Mme A TOSHA Nkwana

6. Gervais BADESIRE Mudumbi
7. Patient BAGENDA Balagizi
8. Prosper BIRHAKAHEKA Njiga
9. Solide BIRINDWA Canikire
10. Aurélie BITONDO
- 11 . Séverin CHERUBALA Kalyo
12. Thaddée HYAWE-HINYI Balundi
13. Mwa KACHUNGUNU
14. KARONDE Syaghuswa
15. Georges KATINDI Ka Mwana
16. Mme MAKIWA Nyassa
17. MANKOTO Ma Oyisenzo
18. Dhelly MANTAMA Mulikuza
19. Zing MATESO Nshombo
20. Thomas MAYUGI Ndazina
21. MUBAKE Musimbi
22. Léonard MUBALAMA
23. MUHIGIRWA Balekembaka
24. Pacifique MUKUMBA Isumbisho (observateur)
25. NGOY Kabihula
26. Emmanuel RUGARABURA Ndula
27. Dr. YUMA M'Keyo Bielolebwa

6^{ème} COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE: [17] (Relations avec l'étranger. Pays limitrophes. Afrique. Tiers-Monde. Autres, ...)

I. Bureau (4)

1. Président : Prof. Martin BITIJULA Mahimba
2. Vice-Président : Rév. Pasteur BYA'ENE Esongo
3. Rapporteur : Mme Honorata Muhanzi
4. Rapporteur adjoint : Césaire BIRINDWA Canikire

II. Membres (13)

5. BASENGEZI Katintima
6. Prof. Roger CHIBENDA
7. Joseph CHIGOLO Kahamiko
8. Rév. Père Didier DE FAILLY
9. HAMADOU Hassane
10. KANDIKI Kamalebo
11. Dieudonné KAWIDO Matungo
12. Honoré MASHAGIRO
13. Théophile MIRINDI
14. MWATANYA Lwakus
15. Zabaday NGABO

16. Mme Virginie ZAHIGA
17. Ildephonse ZIHALIRWA MULASHE

Ces activités ont été réalisées sous la direction d'un Comité organisateur constitué comme suit:

I. COMITE ORGANISATEUR: (4)

Coordonnateur Provincial : Paulin BAPOLISI Bahuga Polepole

Responsable chargé du Suivi : Charles LUNJWIRE Bah'ogwerhe

Diagnostic et enquête : Fidèle NKUBIRI Kulondwa

1. Organisation : François AMISI Kuonewa.

II. EQUIPE DE RAPPORTEURS : (3)

1. Rapporteur Général : Gervais CHIRHALWIRWA Nkuzimwami

2. Rapporteurs Généraux Adjointes : - Dr. Juvénal BALEGAMIRE Bazilashe
- M. Oscar BAHARANYI Bya Dunia.

III. EQUIPE D'APPUI: (8)

1. Protocole : - Mlle. Aline KABEYABEYA
- M. Pacifique MUBALIRWA Matembera

2. Hôtesse : - Mlle. Douce BALOLA
- Mlle. Rita MUNYAHU

3. Logistique : - Mme. Pétronille SANGARA Ntamwenge
- M. François BADESIRE Mweze

4. Communicateur : - M. Michel LUBEMBA Atchibiya

5. Informaticien : - M. Lambert BYAMUNGU Lukobeka.

Total : 169 participants.

Les participants ont essentiellement axé leur réflexion sur les documents suivants:

1. Canevas des Conférences Provinciales Préparatoires à la Conférence Nationale sur la Reconstruction (daté du 17 Octobre 1997).
2. Rapports présentés et défendus par chacune de nos trois communes et chacun de nos huit territoires

3. Discours inauguraux prononcés respectivement par Monsieur le Coordonnateur de la Conférence Provinciale sur la Reconstruction et par Son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province du Sud-Kivu.
4. Des études individuelles ou collectives réalisées ou non en ateliers.
5. Quatre projets élaborés successivement par le CODA, le FILADER, le CRONGD et le PREFED sur la Reconstruction de la Province du Sud-Kivu.

En cet unique après-midi du mercredi 7 Janvier 1998, compulser cette foule d'écrits, s'éparpiller en sous-commissions conformées aux sous-thèmes, se retrouver le même jour en séances plénières par commissions pour examiner et adopter les rapports partiels, puis se regrouper le même mercredi en une plénière générale pour la mise en commun, tel est le travail titanesque qui fit planer dans la soirée de l'avant-veille.

A Monsieur le Coordonnateur de la Conférence Provinciale sur la Reconstruction qui, aux environs de 17 heures, passait d'un groupe à l'autre pour voir dans combien de minutes on allait sonner pour inviter les participants à la plénière générale, on répondit gentiment et sèchement: « Laissez-nous tranquille ! », ou encore: "Vous nous avez donné un sacré boulot! ».

L'on dut repenser le programme, le dilater d'un jour. La plénière générale qui devait analyser et approuver le rapport des commissions n'a ainsi commencé que Jeudi, 8 Janvier 1998 à 16 heures 16'. Alors que, suivant le programme initial le Jeudi 8 Janvier 1998, à cette heure-là, on devait se trouver au fort même des manifestations marquant la clôture officielle.

Excellence Monsieur le Gouverneur,
Messieurs les membres du Conseil Provincial de Sécurité,
Distingués invités,
Chers collègues conférenciers,

Le présent rapport final est donc l'illustration de la locution qui commande à l'homme de se hâter lentement. Les participants ont tour à tour débattu les rapports des commissions suivantes :

1. La 6^{ème} commission chargée de réfléchir sur la reconstruction et la coopération internationale et qui a présenté une synthèse de 14 pages.
2. La 5^{ème} commission qui s'était penchée sur la reconstruction du cadre de la vie et dont le rapport s'étale sur 33 pages.
- La 4^{ème} commission qui avait médité sur la reconstruction culturelle et dont le texte est de 12 pages.
4. La 3^{ème} commission chargée de penser et/ou repenser la reconstruction de l'économie et qui a été la plus proluxe avec ses 4 cahiers dont le volume collectif est de 79 pages.
5. La 2^{ème} commission à qui il revenait de réfléchir sur la reconstruction de la paix et de la démocratie et qui a réussi à contenir une matière relativement fluctuante et abondante dans un condensé de 11 pages.
6. Enfin, la 1^{ère} commission qui s'est appesantie sur le thème reconstruction et société et dont la synthèse, présentée sous forme de 4 cahiers, offre un volume collectif de 50 pages.

Le volume de chaque rapport ne prélude pas forcément du temps qui a été consacré à ces commissions car paradoxalement, c'est la synthèse la plus mince, celle relative à la démocratie et à la paix, qui malgré ses 11 pages, a accaparé le plus de minutes et déclenché le plus de logorrhées.

PREMIER CHAPITRE: RECONSTRUCTION NATIONALE ET SOCIETE

voici l'état des lieux.

Le thème **reconstruction et société** a été abordé à travers 4 sous-thèmes : éducation / école ; santé ; jeunesse ; femme et famille.

1. Sous-thème Education/Ecole : ont été constatés:

- la vétusté et le mauvais état des infrastructures scolaires existantes ; d'où la nécessité de leur réhabilitation à travers toute la Province
- le sous-équipement généralisé de ces écoles: pas de manuel, pas de matériel didactique, pas de laboratoire, pas de bibliothèque;
- l'insuffisance des écoles eu égard à la démographie et en plus celles-ci qui existent ne développent que des sections d'humanités générales, d'où une carence d'écoles techniques et de métiers.
- le problème du personnel; salaire quasi inexistant; la sous- qualification du personnel enseignant ;
- le recul de la recherche scientifique dû au manque de moyens financiers de laboratoires performants etc.

2. Sous-thème : Santé : ont été constatés :

- la vétusté des infrastructures inexistantes, d'où besoin de réhabilitation ;
- le sous-équipement des institutions ;
- l'insuffisance des institutions sanitaires ;
- le problème du personnel soignant :
 - salaire insuffisant et irrégulier, d'où manque de conscience professionnelle et prolifération des cabinets médicaux privés (surtout les auxiliaires de santé;
 - insuffisance du personnel soignant: Médecins, Assistants médicaux et surtout les Auxiliaires de santé.

3. Sous-thème : Jeunesse : ont été stigmatisés :

- La délinquance juvénile et la toxicomanie dues à la pauvreté quasi généralisée des familles; à l'insuffisance de l'éducation aux valeurs humaines et éducation de base;
- le recrutement des mineurs dans l'armée et la manipulation de ceux-ci par des politiciens véreux;
- le manque de statistiques sur la personne handicapée;
- l'abandon de l'école pour l'exploitation artisanale de matières précieuses et mariage précoce;
- la précarité des conditions des étudiants dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire privés du strict minimum: bourse, logement, restauration, transport.

4. Sous-thème : Femme et Famille: ont été dénoncés :

- La désintégration de la famille due à la pauvreté quasi généralisée ; à l'habitat indécents, aux programmes radiodiffusés et télévisés qui ne véhiculent pas des valeurs morales, humaines et spirituelles;

- La déconsidération de la femme qui se manifeste par l'analphabétisme accru chez la femme, aux dispositions légales discriminatoires à l'égard de celle-ci et surtout de la femme travailleuse, la persistance de pratique de mariage polygamique, la surcharge de la femme, atteinte à sa pudeur, etc. ;
- le rejet sur protection de l'enfant handicapé et problème de mariage de personnes handicapées.

DEUXIEME CHAPITRE: IA RECONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE. LA PAIX. LES INSTITUTIONS.

Le thème reconstruction de la démocratie et la paix a été abordé à travers 5 sous-thèmes à savoir : Les migrations, L'armée et la police dans la Nation, l'Etat, Nation et le Développement, la Démocratie et la Protection des Droits de l'homme, Les Institutions.

1. Sous-thème : Migrations : 2 problèmes identifiés:

- a) Immigrations incontrôlées à partir du Burundi et du Rwanda.
 - Résolutions: a) Restructuration des services des migrations et
b) Recensement systématique des immigrés.
 - Acteurs concernés : a) Entités politico-administratives et
b) Service de migrations.
- b) La cohabitation difficile entre les Banyamulenge et les autres ethnies.
 - Résolutions : a) Restitution de l'histoire réelle de la sous-région
b) Mise en place d'une armée et d'une police véritablement nationales, bien formées, équipées et bien encadrées
c) Favoriser les dialogues inter-ethniques et promouvoir des associations inter-ethniques
d) Neutralisation des bandes armées et rapatriement des réfugiés.
 - Acteurs concernés:
 - a) Le Gouvernement;
 - b) Les ONG;
 - c) La Province;
 - d) Les Universités et
 - e) Le H. C. R.

2. Sous-thème: Armée et Police dans la Nation

- L'armée et la police n'assurent pas la sécurité, l'ordre et la défense du territoire.
 - Résolution a). : L'Armée
 - Réforme et restructuration de l'Armée à tous les niveaux;
 - Dotation des moyens logistiques et financiers adéquats ;
 - Rapatriement des militaires étrangers et clarification des accords de coopération militaire en rapport avec la Province.
 - Acteur: L'Etat et le Haut Commandement militaire
 - Résolution b). : La Police:
 - Doter la police des effectifs suffisants, équipés et bien formés ;

- Contrôler l'activité de la Police;
- Acteur:
 - L'Etat et la Haute Autorité de Police.

Sous-thème : Etat, Nation et Développement

Deux niveaux:

1 . De la Participation politique:

Deux problèmes identifiés:

- Confusion des pouvoirs et fonctionnement parallèle des services
 - Résolution: Doter par référendum le Pays d'une constitution.
 - Acteur: Gouvernement.
- Absence de participation politique de la population.
 - Résolution : Mise en place des organes institutionnels en application de la **Constitution**.
 - Acteur: Gouvernement.

2. De la Nationalité:

- Insécurité juridique des populations d'origine burundaise et rwandaise.
 - Résolution: Clarifier et appliquer la législation en vigueur.
- Confusion des Banyamulenge avec les autres populations d'origine rwandaise et burundaise.
 - Résolution : Renvoyer cette question à la compétence du législateur et du politicien qui doit appliquer la loi.

4. Sous-thème: Démocratie et Protection des droits de l'homme

- Confusion des compétences entre l'autorité traditionnelle et l'autorité étatique.
 - Résolution :
 - Séparation des deux pouvoirs clans le Chef de l'autorité traditionnelle (le mwami règne mais ne gouverne pas);
 - Elections démocratiques des autorités administratives aux niveaux clés Territoires et clés Collectivités (secteurs).
- Insécurité généralisée et fragilisation du pouvoir administratif.
- Résolution:
 - Rééduquer et réinsérer socialement les miliciens jeunes délinquants ;
 - Affecter les militaires et miliciens enrôlés loin de leurs milieux d'origine;
 - Fixer clairement les limites territoriales des juridictions administratives, judiciaires et militaires;
 - Désarmer et rapatrier les réfugiés rwandais

- Rassurer la communauté banyamulenge quant à la nationalité, à la participation politique et à leur propre sécurité ;
- Relever de leurs fonctions et traduire en justice les chefs militaires qui organisent des milices tribales en violation de la loi;
- Circonscrire dans le temps et dans l'espace les activités de la coopération militaire rwandaise au Sud-Kivu et en informer l'autorité provinciale.
- Acteur : L'Etat (Gouvernement).

5. Sous-thème : Les Institutions

- Absence de participation populaire à l'exercice du pouvoir.
 - Résolution :
 - Autoriser les activités des partis politiques par la levée de leur suspension;
 - Fixer les domaines de compétences respectives des autorités provinciales et définir clairement la hiérarchie;
 - Edicter et appliquer les règles de bonne gouvernance
 - Rapprocher l'administration des administrés.
 - Acteur: le Gouvernement
- Efficacité limitée de la Société Civile comme groupe de pression
 - Résolution :
 - Restructurer le bureau de Coordination, lui doter des moyens adéquats et d'un personnel compétent à motiver et à évaluer.
 - Acteur:
 - Province du Sud-Kivu
 - Société Civile.

TROISIEME CHAPITRE: LA RECONSTRUCTION DE L'ECONOMIE

. Le thème Reconstruction de l'Economie a été abordé à travers 11 sous-thèmes à savoir : L'Emploi, l'Entreprise, les Transports et Communications, la Monnaie, le Crédit, les Echanges, la Politique des ajustements structurels, l'Industrie, les Technologies traditionnelles, adaptées et de pointe, les Mines et l'Energie, la Sécurité et l'autosuffisance Alimentaires.

Les problèmes de l'emploi ont été analysés sous un angle global qui a permis de les examiner au regard de ceux du développement industriel, des mines et de l'énergie.

Dans ce domaine, la Conférence Provinciale du Sud-Kivu sur la Reconstruction a relevé les problèmes ci-après :

- l'absence d'une politique générale et cohérente de l'emploi, l'insuffisance de l'emploi et l'insécurité à la suite d'une législation inadaptée, le faible niveau des salaires.

En cette matière, la Conférence Provinciale du Sud-Kivu sur la Reconstruction a recommandé la mise sur pied d'un service provincial de l'emploi qui sera chargé de la gestion des placements des jeunes dans les entreprises.

En outre, l'Etat devra privilégier les compétences nationales en n'accordant pas de carte de travail aux étrangers là où les compétences locales existent.

L'Etat devrait également payer un salaire réaliste, juste et équitable aux travailleurs. Ce qui leur permettra de dégager une épargne suffisante qui servira à financer les investissements dans le secteur productif.

L'examen du volet relatif à l'entreprise et au développement industriel et énergétique a révélé l'insuffisance et l'absence d'énergie, l'enclavement du milieu rural, l'absence des nouveaux investissements suite à une insécurité due à l'absence de la paix dans la Province, ce qui fait craindre une certaine instabilité et crée ainsi un environnement difficile pour la promotion des entreprises.

Ces problèmes, ajoutés à ceux liés au manque des sites industriels de main d'oeuvre hautement qualifiée, au vieillissement des infrastructures existantes, ont amené la commission à proposer un plan provincial de réhabilitation des infrastructures routières, la révision du Code des Investissements et de sécurisation des capitaux investis dans la Province.

Dans le domaine minier, il a été constaté plusieurs problèmes notamment : l'insuffisance de la prospection, la non exploitation des gisements communs, ce qui fait perdre des recettes à l'Etat et empêche une création des emplois dans la Province, l'exploitation irrationnelle et artisanale des gisements communs, des autorisations anarchiques d'exploitation et d'octroi des concessions, la présence irrégulière des étrangers dans les zones minières.

Ce qui entraîne la signature des contrats léonins tels que celui de la SAKIMA que la Conférence Provinciale sur la Reconstruction a demandé aux autorités de résilier ou de renégocier dans le strict respect du Code des Investissements et de la loi minière en vigueur.

Pour terminer, la Conférence Provinciale du Sud-Kivu sur la Reconstruction s'est penchée sur les problèmes relatifs aux transports, communications et sécurité alimentaire.

Dans ce domaine, elle a noté que toutes les routes tant nationales que provinciales sont dans un état de délabrement avancé. Il en est de même des routes et de la voirie urbaine.

Dans son plan en annexe, elle a proposé des stratégies en vue de rétablir le trafic et la praticabilité des voies de transport et ce, en toute saison.

A ce plan, il faudrait ajouter la création par l'Etat des entreprises de transport public, la remise des bacs à Shabunda et Mwenga ainsi que la modernisation de tous les aéroports et aérodromes de la Province et des moyens de communication.

Cela permettrait d'évacuer les produits agricoles vers les centres de consommation en vue d'assurer la sécurité alimentaire. Pour ce faire, un programme devrait être mis sur pied en vue d'encourager les producteurs, d'encadrer les paysans pour lutter contre la dégradation des sols, la conservation des récoltes et l'introduction des nouvelles technologies dans l'amélioration des pâturages, des infrastructures zoo-sanitaires, et contre la dégénérescence de géniteurs locaux, etc.

En ce qui concerne la monnaie, la Conférence Provinciale sur la Reconstruction a noté le problème crucial de dépréciation constante de la monnaie et celui de l'incompatibilité entre les signes monétaires existants et la réalité politique actuelle.

Ces problèmes trouvent leur origine dans l'absence d'une politique monétaire cohérente qui empêche, la maîtrise de la masse monétaire.

Après examen de tous les éléments qui sont à l'origine de cette situation, notamment la faiblesse de la production nationale des biens et des services, elle s'est penchée sur les conséquences de cette politique sur l'économie. Ce qui a permis de relever que le pouvoir d'achat des agents économiques est réduit par une dollarisation excessive, qui ne leur permet pas de satisfaire leurs besoins de consommation et anéantit toute possibilité d'épargne et donc de financement des investissements par la distribution du crédit.

En matière de crédit, entre la faiblesse du niveau de collecte d'épargne par les Banques agréées, et les coopératives, la Conférence Provinciale sur la Reconstruction a remarqué que les agents économiques ne recourent plus au crédit à la suite de leur insolvabilité et à la récession économique; la quasi - absence des mécanismes.

Pour remédier à cette situation, la Conférence Provinciale du Sud-Kivu a recommandé aux autorités tant provinciales que nationales de fournir un effort en vue de stabiliser la monnaie, de protéger le pouvoir d'achat de la population, de redynamiser le système bancaire. Ce qui permettra de restaurer la confiance dans la monnaie, de dégager des possibilités d'épargne et d'accession des opérateurs économiques au crédit et d'ouvrir ainsi des possibilités de création des richesses, des revenus et des emplois dans la Province.

En ce qui concerne l'incompatibilité des signes monétaires et la réalité politique actuelle, la Conférence Provinciale du Sud-Kivu a salué le projet de changement des signes monétaires en circulation et de réforme monétaire impatiemment attendue. Celle-ci devant être précédée par un programme de redressement et de stabilisation économique qui permettra l'ajustement de la structure de notre économie désarticulée par une longue période de mauvaise gestion des finances publiques, par une politique laxiste en matière de changes et de crédit.

Pour sa réussite et le renforcement du franc congolais à mettre en circulation, des mesures ont été proposées notamment: d'accorder une longue période pour les échanges, de bien contrôler les émissions et de sensibiliser la population pour l'impliquer totalement dans cette opération.

La Conférence Provinciale sur la Reconstruction a conclu ce point en demandant aux autorités que lorsqu'elles seront amenées à négocier des programmes d'ajustements structurels avec les partenaires extérieurs notamment, le F.M.L et la Banque Mondiale, d'insérer à tout prix, un volet social dans le programme négocié, la population étant déjà dans une situation déplorable.

QUATRIEME CHAPITRE: LA RECONSTRUCTION CULTURELLE

Le thème Reconstruction Culturelle a été abordé à travers 4 sous-thèmes à savoir : Phénomène culturel et le développement, Place de la coutume et du pouvoir coutumier dans la reconstruction, Religion et mouvements philosophiques. Information, communication, presse et reconstruction nationale.

La commission chargée de ce thème a pu faire développer en plénière les sous-thèmes que voilà en y épinglant les problèmes et les objectifs suivants :

1. Sous-thème : Phénomène Culturel et le Développement

Etat des lieux:

- Dépravation des moeurs : proposition :
 - lutter contre cette dépravation.
- Insuffisance des lieux de loisirs : proposition
 - promouvoir les loisirs.
- Délinquance juvénile : proposition
 - lutter contre cette délinquance.
- Systèmes éducatifs extravertis : proposition
 - adapter les systèmes éducatifs aux réalités locales.

2. Sous-thème : Place de la coutume dans la Reconstruction

Etat des lieux :

- Coutumes matrimoniales (exagération de la dot, mariages précoces, polygamie et concubinage, rapt simulé et réel): proposition
 - Valoriser les droits de la femme au regard de la coutume.
- Pouvoir coutumier (choix des chefs coutumiers, statut du chef coutumier face à la démocratisation) : proposition
 - Stabiliser et protéger le pouvoir coutumier.
- Statut des entités politico-administratives (délimitation des groupements, élection des groupements fictifs) : proposition

La même:

- Stabiliser et protéger le pouvoir coutumier.
- Femmes et traditions : proposition : la même qu'au premier point
 - Valoriser les droits de la femme au regard de la coutume.

3. Sous-thème : Religion et mouvements philosophique

- Prolifération des cultes et sectes religieuses : suggestion ?
 - Garantir la liberté des religions et limiter les sectes dans le respect de l'ordre public.

4. Sous-thème : Information, Communication, Presses et Reconstruction Nationale

- 1^{er} problème : Inexistence et vétusté des moyens de communication (Presses, PTT, Radio, T. V., valises satellitaires, réseau Internet): suggestion :
 - Moderniser les moyens de communication.
- 2^{ème} problème: Monopolisation, dirigisme et inaccessibilité aux mass- médias: suggestion:

- Libéraliser et démocratiser les mass- médias.
- Dernier problème: Développement d'une culture de violence par des médias incontrôlés:
suggestion:
 - Rechercher et consolider la concorde entre les peuples.

En conclusion: les recommandations de la commission chargée de la reconstruction culturelle à la Conférence Provinciale sur la Reconstruction pour être adoptées en vue de trouver des solutions urgentes et durables pour l'intérêt supérieur de la population du Sud-Kivu sont:

1. Les conflits de pouvoir dans les entités coutumières
2. La prolifération des cultes et des sectes;
3. La détérioration et la vétusté des moyens de communication multimédia;
4. La résurgence d'une culture de la violence.

CINQUIEME CHAPITRE : LA RECONSTRUCTION DU CADRE DE LA VIE

La commission investie dans ce thème s'est appesantie sur la reconstruction du cadre de vie dans les territoires et communes de la province du Sud-Kivu. Elle a traité des domaines liés au village et au développement rural, au développement urbain, à l'environnement, à la conservation de la nature et au développement, au tourisme.

S'agissant du village et du développement rural, les problèmes saillants que voici ont été dégagés

- Insécurité généralisée;
- enclavement et insuffisance des infrastructures;
- habitat délabré et insalubrité;
- insuffisance des terres arables et des pâturages due à la mauvaise répartition des terres ;
- surcharge de la femme: face à ce problème, la commission a présenté les solutions suivantes: restaurer la paix et la sécurité en désarmant les détenteurs illégaux d'armes, en casernant les militaires, en rapatriant les éléments étrangers armés et en renforçant le contrôle des entrées et des sorties aux frontières ;
- réhabiliter tous les moyens de communication et procéder à la réforme agraire ;
- créer les unités de transformation visant à alléger les travaux de la femme.

S'agissant du développement urbain, la série des problèmes suivants ont été dégagés :

- ruralisation des communes;
- promiscuité;
- insuffisance et vétusté de toutes les infrastructures socio - sanitaires, administratives, de loisir;
- difficulté de distinguer les quartiers selon leur fonction (résidentiel, commercial, industriel, ...) ;

Les solutions suivantes ont été proposées et adoptées par la Conférence Provinciale sur la Reconstruction : contrôler les mouvements intérieurs de population en instaurant le permis de séjour; création de nouveaux lotissements et nouveaux logements avant la destruction des constructions anarchiques ; réhabiliter toutes les infrastructures d'intérêt public.

S'agissant de l'environnement, de la conservation de la nature et du développement, voici les problèmes :

- insalubrité publique,
- pollution des sources d'eau et pollution sonore;
- catastrophes naturelles ;
- conflit entre le parc et la population ;
- recrudescence du braconnage et destruction du parc à la bombe Napalm.

Les solutions proposées et adoptées par la Conférence Provinciale du Sud-Kivu sur la Reconstruction sont:

- définir et faire respecter les normes urbanistiques
- veiller à l'assainissement du milieu par le traitement des eaux usées et des immondices;
- protéger les lits des rivières et les points de captage d'eau;
- initier par le gouvernement une plainte contre les bandes armées qui ont détruit le parc au Napalm alors qu'il est un patrimoine mondial ;
- redéfinir les limites du Parc National du Kahuzi-Biega en tenant compte des aspirations de la population et des résultats de l'inventaire scientifique sur la biodiversité.

Enfin, s'agissant du domaine du tourisme, ont été retenus les problèmes saillants ci-après

- détérioration des sites touristiques,
- la surenchère des visas d'entrée;
- le potentiel touristique non mis en valeur;
- insuffisance des structures d'accueil.

Face à ces problèmes, ont été retenues comme solutions, les dispositions suivantes :

- assurer la sécurité pour garantir l'affluence des touristes
- réhabiliter les sites touristiques détruits, aménager et améliorer les structures d'accueil et accorder les facilités d'accès au visa touristique d'entrée au pays ;
- définir et décentraliser la gestion du fonds de promotion touristique ;
promouvoir et soutenir les initiatives en matière de tourisme.

SIXIEME CHAPITRE: RECONSTRUCTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Le reconstruction de la Coopération Internationale a été abordée à travers 4 sous-thèmes à savoir : Coopération politique et diplomatique, Coopération militaire, Coopération commerciale et industrielle, Coopération au développement.

Concernant la Coopération politique et diplomatique, les problèmes ci-après ont été identifiés :

- le manque de confiance des pays étrangers à l'égard du nôtre et la détérioration des rapports avec l'extérieur;
- la non représentation au niveau provincial des ministères de la coopération et des affaires étrangères ;

- la mauvaise application de la politique de bon voisinage;
- le mauvais encadrement et une pléthore des diplomates et ambassadeurs à l'étranger;
- le non respect d'engagement vis-à-vis de nos différents partenaires tant du Nord que du Sud;
- le népotisme dans l'engagement des diplomates;
- la fluidité des frontières;
- l'impérialisme;
- le manque de relations privilégiées entre la République Démocratique du Congo et les autres pays d'Afrique et d'Europe.

Au vu de tout ce qui précède, La Conférence Provinciale du Sud-Kivu sur la Reconstruction a estimé qu'une analyse approfondie des services de chancellerie ainsi que de tous les accords signés antérieurement nous permettrait de réorganiser la diplomatie en vue de redorer notre image de marque sur le plan international.

Quant à la coopération militaire, la Conférence Provinciale sur la Reconstruction a trouvé qu'elle est mal définie et que la guerre nous est pratiquement imposée de l'extérieur. A ce niveau, le Sud-Kivu propose la réorganisation de ladite armée, l'affectation des cadres militaires compétents aux postes de commandement, le réexamen des textes de coopération militaire, le déploiement des unités composées des éléments à nationalité non douteuse aux frontières et la dénonciation de tous ceux des dirigeants ou clés responsables qui tentent d'engager le pays dans la guerre.

Pour ce qui est de la coopération commerciale et industrielle, la Conférence Provinciale a noté le manque d'apport réel sous forme de participation locale dans les conventions et l'absence d'une politique d'intégration économique régionale, tels sont les problèmes majeurs qui empêchent notre pays de s'affirmer dans ce domaine.

Enfin, la difficulté d'accéder à l'information en rapport avec les critères sur base desquels l'on octroie l'aide au développement, le manque de coordination et de suivi des projets (ONGD) financés par l'extérieur, l'absence d'un code de bonne conduite dans les provinces d'accueil des organismes internationaux (entrées et sorties incontrôlées), et le coût d'opérations trop élevé (voyages, sécurité, salaires, communications, ...), tels sont les problèmes majeurs qui bloquent la coopération au développement et auxquels il faudra rapidement s'attaquer.

II.RESOLUTIONS / RECOMMANDATIONS ¹(*)

Pour la reconstruction de la République Démocratique du Congo, singulièrement pour la Province du Sud-Kivu. la plus martyrisée du Pays, la Conférence Provinciale sur la Reconstruction recommande:

1^{ère} COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION ET SOCLETE: (L'école, la Santé, la Famille, le Rôle clé la Femme, ... la Jeunesse et la Reconstruction Nationale).

1 . Qu'à chaque étape décisive clé notre Histoire, les jeunes soient de plus en plus associés aux faits.

¹ Version sériée, systématique : dans la séance de clôture ces résolutions avaient été présentées « en vrac ».

2. Que la Communauté nationale et provinciale soit dorénavant et définitivement fixée sur ce postulat que les nations qui négligent d'instruire valablement et d'éduquer convenablement leur jeunesse se condamnent elles-mêmes à une décadence historique précoce.

3. Que les bellicistes disséminés sur les terres congolaises, plus particulièrement au Sud-Kivu se départissent de cette culture autodestructrice de la vie pour privilégier le respect de la vie et de la personne humaine.

2^{ème} COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE ET DE LA PAIX:
[Les migrations, les questions ethniques, la réconciliation des communautés. Démocratie et Protection des droits de l'Homme. Les Institutions (Justice, Partis Politiques, Société Civile, Structures locales). Etat, Nation. Développement. Armée.]

4. Que soit vite appliquée la loi n°81-002 du 29 Juin 1981 sur la nationalité pour mettre fin à l'apatridie des uns et à la nationalité trans - frontalière des autres.

5. Que soient privilégiées, aux dépens du recours aux armes, des concertations sincères entre communautés ethniques en conflits pour la restauration et la cristallisation d'une coexistence pacifique épurée et pérenne.

6. Que soient désarmées sans conditions toutes les populations civiles qui détiennent illégalement par dévers elles des armes clé guerre.

7. Que nous soit évitée, à nous autres, populations congolaises cette irrationalité clé devoir continuer à subir sur le sol de nos aïeux, les horreurs et les turpitudes relatives aux conflits entre factions armées du Rwanda et du Burundi.

8. Que soient éliminées de notre Province, ces ambiguïtés étranges dans nos subdivisions administratives, militaires, ecclésiastiques et sanitaires qui font dépendre Shabunda du Maniema ou du Kasai Oriental, l'Idjwi du Nord-Kivu ou du Rwanda, Kalehe du Nord-Kivu et la suite !

9. Que tous les Chefs coutumiers (collectivités, groupements, localités) jouissent d'une compétence territoriale effective sur leur (s) juridiction (s).

10. Que soient reprises les activités des partis politiques.

11. Que les échéances électorales et référendaires annoncées par Son Excellence Monsieur le Président de la République soient respectées de peur que leur torsion ne rappelle les supercheries juridiques de l'ancien régime.

13. Qu'à propos de la forme de l'Etat, le Sud-Kivu opte pour une République Fédérale, à régime parlementaire bicaméral.

14. Que conformément aux injonctions de Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo et à une décision de notre Conseil Provincial de Sécurité, soient restitués, même par l'A.F.D.L., à leurs propriétaires publics ou privés, tous les biens meubles et immeubles ainsi que tout matériel roulant: la réconciliation nationale est essentiellement aussi à ce prix.

3^{ème} COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION DE L'ECONOMIE: (L'emploi. L'entreprise et le Développement. Le Transport et les communications. Ajustements structurels. Monnaie. Crédits. Echanges. Industrie. Technologies traditionnelles, adaptées, de pointe. Sécurité et autosuffisance alimentaires. Mines. Energie, ...)

15. Que, pour la reconstruction du Pays et du Sud-Kivu singulièrement, soient privilégiés les potentialités locales et l'entrepreneuriat.

16. Que soient déclarés de nul effet pour une renégociation plus rationnelle tous les contrats léonins conclus au Sud-Kivu, dans les domaines du sol et du sous-sol.

17. Que les routes nationales ainsi que les principaux axes soient rouverts à la praticabilité en toutes saisons, conformément au programme détaillé annexé au présent rapport.

18. Que soit allongée la ligne ferroviaire Kindu-Kalemie-Bendera-Fizi-Uvira (Kalundu)-Kamanyola.

19. Qu'au plus tard en l'année 2015 soit tirée et protégée contre notre vandalisme suicidaire la ligne électrique Mumosho-KazibaLuhu4nclja-Burhinyi-Mwenga-Kalole- Shabunda Kindu.

20. Qu'une nouvelle législation du travail garantisse clairement aux employés du secteur tant public que privé non seulement la consistance mais encore la régularité de leur salaire.

4^{ème} COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION CULTURELLE:

(Phénomène culturel et développement. Place de la Coutume et du pouvoir coutumier dans la reconstruction. Phénomène religieux et autres mouvements philosophiques. Information. Presse. Communication, ...)

21. Que le tourisme d'affaires soit étoffé par le tourisme culturel.

22. Que sous prétexte d'adorer Dieu, la fille et la femme congolaises cessent de se transformer en bacchantes et saltimbanques.

23. Que pour mettre fin au sexisme et réenraciner notre conception de la personne humaine, soient valorisés et/ou revalorisés les droits de la femme au regard de la coutume.

24. Que soient réexaminées surtout dans nos villes, la conception des vidéo-clubs, la livraison de la chaîne CANAL HORIZONS qui requiert un filtrage sérieux et serré au même titre que certaines danses congolaises. Vérité en deçà, erreur dans les Pyrénées.

5^{ème} COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION DU CADRE DE LA VIE:

(Village et développement rural'. Développement urbain. Environnement. Tourisme, ...)

25. Que soient démolies les maisons érigées sur des pentes et que les citoyens qui les habitent soient équitablement indemnisés.

26. Que dans tout nouveau lotissement soient prévues des réserves pour les édifices publics du type hôpitaux, écoles, aires des jeux, parcs, promenades.

27. Que soit promue sur toute l'étendue de la Province, l'architecture avec les matériaux locaux que sont l'argile, le bois et la tuile.

28. Qu'une réforme agraire efface des cartes du Sud-Kivu les latifundia par trop voraces, et les plantations abandonnées dont ne jouissent ni leurs propriétaires brouillons ni nos paysans déshérités.

29. Que tous les citoyens, citadins et paysans, soient initiés à la préservation de l'écosystème et de la biodiversité, de la nature par l'homme.

6^{ème} COMMISSION DE LA RECONSTRUCTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE: (Relations avec l'étranger. Pays limitrophes. Afrique, Tiers-Monde. Autres, ...)

30. Que soient libérés nos compatriotes congolais détenus depuis 1994 dans des prisons rwandaises, telles que celle(s) de la Préfecture de Kikongoro, etc.

31. Que soit inexorablement demandée la réparation du préjudice causé au Sud-Kivu par l'afflux des réfugiés rwandais et que ce préalable soit invoqué comme condition sine qua non de coopération avec le H.C.R., au Sud-Kivu.

32. Que soient repensées, réorganisées et redorées les chancelleries de la République Démocratique du Congo et que dans la nomination des diplomates en poste dans les problématiques Pays dits des Grands Lacs l'on endigue l'extranéité régionale systématique de cadres de commandement.

33. Que dans le domaine de l'information Bukavu soit désenclavé en amont, par rapport au reste du monde et à la capitale Kinshasa ; en aval par rapport à ses tentacules que sont les communes, les territoires, etc.

34. Que, nonobstant la priorité reconnue à la loi internationale sur la législation nationale, soient réduites les limites du Parc National du Kahuzi au profit du paysan lésé et non plus au profit de quelques bourgeois boulimiques comme ce fut le cas en 1975.

DECLARATION

Etant donné que ces assises n'ont fait qu'effleurer la problématique, le Sud-Kivu dès aujourd'hui s'engage solennellement à poursuivre ce genre de débat.

Excellence Monsieur le Gouverneur, tel est le rapport quelque peu long et soporifique que les participants à notre Conférence Provinciale sur la Reconstruction, nous ont chargé de vous présenter à vous et à votre délégation, et, à travers vous, à notre communauté provinciale et nationale.

Que vive la République Démocratique du Congo !

Que vive la Province du Sud-Kivu !

Nous vous remercions.

Présenté 2(*) à Bukavu, le vendredi 9 janvier 1998.

LE RAPPORTEUR GENERAL,

Gervais CHIRHALWIRWA Nkuzimwami

Vice-Président de la Société Civile et

Coordonnateur Provincial de l'Union des Ecrivains Congolais,

2(*) Orateurs : Gervais CHIRHALWIRWA et Oscar BAHARANYI